

Unité départementale d'Ille et Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 08 Juillet 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCAL**

Route de la Bécanne  
BP 03  
35720 Mesnil-Roc'h

Références : UD35-2024/414  
Code AIOT : 0005502802

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement SOCAL implanté au lieu-dit BECANNE 35720 Mesnil-Roc'h. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCAL (groupe GAGNERAUD)
- lieu-dit BECANNE 35720 Mesnil-Roc'h
- Code AIOT : 0005502802
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOCAL bénéficie d'un arrêté d'autorisation daté du 1er juin 1999 et complété le 7 août 2012 pour l'exploitation d'une carrière de granit au lieu-dit "La bécane" sur la commune de Lanhélin, pour une durée de 30 ans, à hauteur de 150 000 t autorisées.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative et garanties financières,
- Plan des installations et phasage,
- Prévention de la pollution des eaux – rejets aqueux,
- Propreté aux abords du site,
- Mesures de bruit.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Garanties financières	AP Complémentaire du 07/08/2012, article 6 (extrait)
4	Plans	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 20
6	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 9.4
7	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 9.3
8	Mesures générales de prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 8
9	Bruits	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 11 (extrait)

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 13/06/2024, article R. 516-1
2	Rubriques	AP Complémentaire du 07/08/2012, article 1
5	Caractéristiques de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 6.4

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection attend que le relevé topographique du site ainsi que plan de phasage de l'exploitation soient revus et complétés : les garanties financières associées devront être recalculées et, le cas échéant, constituées en conséquence.

La société SOCAL doit par ailleurs compléter les analyses faites sur ses eaux de rejet et actualiser son plan de gestion des eaux circulant sur le site. Des dispositions doivent être proposées pour répondre à une valeur aujourd'hui élevée de pH en sortie de site.

Une solution sera également proposée en 2024 pour améliorer la propreté des accès à la carrière (poussières - boues).

Une nouvelle analyse de la situation acoustique doit par ailleurs être réalisée au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2024 : en cas de dépassement avéré des valeurs fixées par l'arrêté préfectoral du site, la transmission du rapport de contrôle correspondant sera complétée par un plan d'actions destiné à résorber les éventuelles non-conformités constatées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/06/2024, article R. 516-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Changement d'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les installations subordonnées à l'existence de garanties financières, le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. La demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle sont annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières, est adressée au préfet.
<b>Constats :</b>  Par courriel daté du 26 avril 2024, la société SOCAL informait l'inspection que son site de la Becanne était repris par le groupe GAGNERAUD (il était jusqu'ici intégré au groupe "Carrières du Boulonnais"). L'exploitant indique que cela ne constitue pas un changement d'exploitant à part entière, la SOCAL restant titulaire de l'autorisation d'exploiter.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Rubriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/08/2012, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques de classement
<b>Prescription contrôlée :</b>  2510-1 : exploitation de carrière : 150 000 tonnes extraites par an → régime de l'autorisation 2515-1 : concassage, avec installation mobile d'une puissance de 1000 kW → régime de l'autorisation 2517-1 : station de transit des matériaux, avec un volume stocké de 4 millions de m <sup>3</sup> → régime de l'autorisation
<b>Constats :</b>  L'article 4 de l'arrêté complémentaire indique une quantité maximale annuelle traitée de 300 000 t : 120 000 t de stériles issus de l'extraction et 180 000 t de matériaux inertes déjà présents sur le site. La quantité réellement extraite est limitée à 150 000 t par l'arrêté préfectoral. Dans l'application GERE, l'exploitant déclare les quantités commercialisées, issues à la fois de l'extraction et du concassage des matériaux déjà présents sur le site : en 2023, la quantité totale commercialisée était ainsi de 195 338 t (< 300 000 t), comprenant 9 000 t de stériles d'extraction ; 20 469 tonnes étaient destinées à de l'enrochement et seulement 3 060 t étaient de la roche ornementale.  <b>&gt; L'inspection appelle donc à une vigilance particulière lors de la prochaine saisie qui sera réalisée via GERE afin que soient distinguées les quantités réellement extraites de celles commercialisées.</b>  L'inspection avait lors de la précédente visite du site demandé à l'exploitant de préciser :  - les puissances de tous les équipements destinés au concassage (concasseurs, cribleur et giratoire) ; l'inventaire réalisé depuis indique la présence de deux concasseurs (240 kW et 225 kW), d'un giratoire (240 kW) et d'une cribleuse (200 kW) soit au total une puissance de 905 kW, dans le respect de la limite fixée par l'arrêté préfectoral du site (1000 kW). L'inspection note par ailleurs que la rubrique n° 2515-1 a évolué depuis la délivrance de l'arrêté complémentaire en 2012 : les installations correspondantes sont désormais soumises à Enregistrement et non plus à Autorisation.  - la superficie dédiée au transit des matériaux, y compris la zone de stockage de blocs historique. Cette surface a été ré-évaluée en mai 2023 : elle s'élève à 78 943 m <sup>2</sup> . La station de transit est donc désormais soumise à Enregistrement et non plus à Autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Garanties financières****Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 07/08/2012, article 6 (extrait)**Thème(s) :** Risques chroniques, Montant des garanties financières**Prescription contrôlée :**

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Les montants de cette garantie financière, établis sur la base du dossier remis par l'exploitant, sont les suivants :

Phases d'exploitation	Montant de référence (TTC) en euros
d à d+ 5 ans	360 555
d+ 5 ans à d + 10 ans	348 630
d+10 ans à d + 15 ans	314 720
d + 15 ans à d + 18 ans	303 443

L'exploitant adresse au préfet l'acte de cautionnement solidaire établissant la constitution des garanties financières selon le modèle défini à l'arrêté interministériel du 1er février 1996. Une copie de ce document sera adressée simultanément à la DREAL.

**Constats :**

L'exploitation est rentrée dans sa 3<sup>ème</sup> phase quinquennale : le montant attendu est donc de 314 720 €.

L'acte de cautionnement fourni date du 16/08/2022 et expire le 30/06/2027 (toujours en cours de validité). Le montant couvert est supérieur à celui attendu, soit 417 445 €.

Par ailleurs, l'acte de cautionnement mentionne une activité de "plateforme de stockage de sous-produits de carrières", ce qui ne correspond pas à l'activité qui doit être cautionnée (extraction de la carrière).

**> L'inspection demande à ce que les calculs réalisés afin d'évaluer le montant des garanties financières lui soient fournis et explicités. Les différences entre le montant prévu par l'arrêté du site et le montant cautionné doivent être précisées : si le plan de phasage réalisé diffère de celui attendu, il doit être revu et transmis à l'inspection sous la forme d'un porter à connaissance adressé à la préfecture.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

#### N° 4 : Plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit établir et tenir à jour un plan de l'exploitation à une échelle adaptée à la superficie. Y sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 200 m,</li><li>- la position des différentes bornes matérialisant le périmètre autorisé,</li><li>- les bords de la fouille et la position des différents fronts,</li></ul> les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les zones remises en état, <ul style="list-style-type: none"><li>- la position des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique (routes publiques, chemins, ouvrages publics etc.)</li></ul> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Il est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le dernier relevé topographique a été réalisé en septembre 2023 mais il ne comprend pas tous les éléments requis ci-dessus. Un nouveau relevé par drone doit être effectué en juillet 2024 : la société SOCAL a communiqué à l'inspection un devis pour la réalisation d'un nouveau relevé durant l'été 2024 permettant d'actualiser le plan en question.  > l'inspection demande à ce que le plan actualisé lui soit transmis. La société SOCAL précisera à cette occasion les éventuels écarts identifiés entre l'exploitation réalisée et le plan de phasage prévu et intégré en annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 août 2012.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 5 : Caractéristiques de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 6.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cote maximale
<b>Prescription contrôlée :</b>  ... Le gisement sera exploité jusqu'à la cote NGF + 15 m. ...
<b>Constats :</b>  La fosse centrale dite "de l'avenir" d'où est extraite la roche ornementale a atteint sa cote minimale (15,05 m NGF en septembre 2023). La seconde, située à l'ouest et destinée à la production de granulats, a atteint la cote de 24 m NGF (Septembre 2023).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Prévention de la pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 9.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le contrôle de la qualité des eaux canalisées rejetées dans le milieu sera réalisé dans les conditions suivantes : pH quotidien, volume en continu, DCO annuelle, MES et métaux une fois par mois. Transmission aux installations classées tous les trimestres.
<b>Constats :</b>  Des analyses sont réalisées mensuellement et les résultats figurent sous l'application GIDAF qui est régulièrement renseignée. L'inspection note cependant : <ul style="list-style-type: none"><li>• que l'analyse de la DCO n'a pas été réalisée au cours des 12 derniers mois (périodicité annuelle requise) ;</li><li>• les mesures de température ne figurent pas sous GIDAF ;</li><li>• aucune mesure des hydrocarbures dans les effluents n'a été réalisée : l'arrêté fixe bien une valeur limite d'émission mais ne prévoit pas de périodicité d'analyses.</li></ul> <b>&gt; L'inspection demande à ce que les analyses réalisées soient complétées comme indiqué ci-dessus (comprenant une analyse mensuelle des hydrocarbures) et que les résultats obtenus soient tenus à la disposition de l'inspection.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites



**N° 7 : Prévention de la pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 9.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Normes de rejet des eaux de ruissellement et d'exhaure
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux canalisées seront rejetées dans le milieu au nord de la parcelle 603 et au sud-est de la parcelle 587. Elles devront respecter les paramètres suivants mesurés sur un échantillon représentatif des rejets moyens d'une journée : 5,5 < pH < 8,5 Température < 30°C MEST < 35 mg/L DCO < 125 mg/L HCT < 10 mg/L Fe + Al < 5 mg/L Mn < 1 mg/L
<b>Constats :</b>  Un seul point de rejet au nord du site fait aujourd'hui l'objet d'analyses telles que requises par le présent arrêté. Le second point référencé ne constitue plus un rejet depuis que les bassins de décantation à cet endroit ont été condamnés . Un autre point constituant un rejet au milieu a cependant été identifié au cours de la visite : il ne fait à ce jour l'objet d'aucun suivi particulier.  > <b>L'inspection demande à ce que soient identifiés les écoulements au sein du site afin de référencer l'ensemble des points de rejets au milieu naturel de la carrière.</b> <b>Le schéma de gestion des eaux au sein de l'établissement doit être revu et mis à jour en conséquence. Les analyses réalisées à l'avenir sur les eaux rejetées devront concerner l'ensemble des rejets référencés.</b>  Par ailleurs, la mesure quotidienne du pH au point de rejet met en évidence des valeurs de pH proches de la limite supérieure admise, à savoir 8,5 (de février à mai 2023 en particulier) et même ponctuellement 8,6 en mars 2024. L'attention de l'exploitant avait d'ores et déjà été attirée sur ce point lors de la visite d'inspection précédente en octobre 2022.  > <b>L'inspection demande aujourd'hui à la société SOCAL d'identifier les causes possibles/vraisemblables de cette valeur de pH élevée de ses rejets aqueux et de proposer à l'inspection une solution pour y remédier.</b>  Les analyses effectuées sur les autres paramètres mesurés sont conformes aux valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 8 : Mesures générales de prévention des pollutions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Voie publique
<b>Prescription contrôlée :</b>  ... Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur la voie publique.
<b>Constats :</b>  Lors de la précédente visite en octobre 2022, l'inspection avait noté que par temps de pluie, la boue pouvait rapidement recouvrir la sortie de carrière. La société SOCAL avait alors indiqué qu'elle réfléchissait à l'installation d'un système de lavage de roues des camions avant leur sortie, sans préciser de délai de mise en œuvre. Pour l'heure aucune disposition particulière n'a été prise. Une décision sera prise en 2024, suite au rachat par le groupe GAGNERAUD, pour statuer entre deux solutions possibles : l'installation d'un rotoluve ou un entretien renforcé des pistes de circulation.  > <b>L'inspection demande à être informée de la solution retenue pour améliorer la propreté des voiries extérieures. Un échéancier décrivant la mise en œuvre de la solution retenue sera joint à la réponse de l'exploitant.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 9 : Bruits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 11 (extrait)											
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit											
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>En dehors des tirs de mines, les bruits émis par la carrière et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour- jardin- terrasse etc.) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 5 dB(A) pour la période allant de 6h30 à 21h30, sauf dimanche et jours fériés,</li><li>- 3 dB(A) pour la période allant de 21h30 à 6h30 ainsi que les dimanches et jours fériés.</li></ul> <p>[...]</p> <p>En limite de l'autorisation, le niveau de bruit ne doit pas dépasser 70 dB.</p> <p>Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau et au plan ci-joint.</p> <p>Ce tableau fixe les points de contrôle caractéristiques et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles :</p> <table><tr><td></td><td>Jour (6h30 - 21h30) sauf dimanche et jours fériés</td></tr><tr><td>Points de contrôle</td><td>Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)</td></tr><tr><td>A</td><td>49</td></tr><tr><td>B</td><td>46</td></tr><tr><td>C</td><td>50</td></tr></table> <p>Il est procédé dès l'ouverture de la carrière à un contrôle des niveaux sonores aux points indiqués ci-dessus.</p> <p>Ce contrôle est renouvelé au moins tous les 3 ans.</p> <p>Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>[...]</p>			Jour (6h30 - 21h30) sauf dimanche et jours fériés	Points de contrôle	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	A	49	B	46	C	50
	Jour (6h30 - 21h30) sauf dimanche et jours fériés										
Points de contrôle	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)										
A	49										
B	46										
C	50										
<b>Constats :</b> <p>Le dernier contrôle a été réalisé en septembre 2021 et a mis en évidence un dépassement au sein de la ZER n° 4. Cependant, aucune disposition particulière n'a été prise depuis pour rechercher les causes de ce dépassement et y remédier.</p> <p>Le contrôle acoustique doit avoir lieu tous les trois ans : de nouvelles mesures seront donc réalisées au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2024.</p> <p>&gt; L'inspection demande à ce que le rapport de contrôle acoustique effectué en 2024 lui soit transmis dès sa réalisation : le cas échéant, si le dépassement constaté est avéré ou si toute autre non-conformité est identifiée, ce rapport sera transmis avec un plan d'actions destiné à résorber les dépassements en question.</p>											
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites											